

Post-scriptum au texte Agir pour rendre une organisation nationale au mouvement étudiant.

"— Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève comme aujourd'hui, et que tout est gâché, que tout est saccagé, et que l'air pourtant se respire, et qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entretuent, mais que les coupables agonisent dans un coin du jour qui se lève ?

— Cela a un très beau nom, femme Narsès. Cela s'appelle l'aurore." Jean Giraudoux, *Électre*, acte II, scène X.

"Qu'ils paraissent agréables ou amers, nous formulerons nos jugements franchement, en marxistes-léninistes, nous discuterons dans un esprit de camaraderie pour déterminer si nous sommes dans le vrai ou non, et si l'on nous dit que nous avons tort, nous demandons que l'on nous explique pourquoi." Enver Hoxha, Moscou, décembre 1960.

Nous étions partis à la réunion de Limoges, François Delisle et moi-même, avec un texte que j'avais rédigé, qui tentait de faire le point sur la situation de l'UNEF à la veille du 79e congrès et les perspectives d'action pour nous à la veille de ce congrès.

Ce texte est aujourd'hui périmé.

Si ses analyses restent valables (ce pourquoi je souhaite qu'il soit diffusé parmi les camarades qui ne l'auraient pas encore eu), les perspectives qu'il proposait quant au congrès n'ont plus lieu d'être.

La première cause en est la réaction des AGE présentes à Limoges: aucune n'a voulu croire aux possibilités de compromis que ce texte envisageait.

La deuxième, décisive, est que les événements depuis cette réunion ont donné raison à ces AGE (ce qui ne veut pas dire que nous ayons eu tort de faire ces propositions). Le texte affligeant qui est proposé au débat du congrès exclut tout compromis: la comparaison avec celui de Toulouse il y a deux ans, où nous nous étions battus (à raison, ce n'est pas la question) sur des virgules est éclairante, et montre le chemin parcouru, en dehors de tout mandat, par la direction élue par le 78e congrès. Ce texte n'est (comme l'UNEF le disait naguère des réformes ministérielles) ni amendable, ni négociable. On ne peut y trouver un seul paragraphe qui soit acceptable et corresponde aux besoins du mouvement étudiant dans le contexte actuel.

Élément supplémentaire, la "démission" de Stéphane Bonnéry, secrétaire général, le seul qui pût sembler réceptif à certains de nos arguments, pour laquelle on n'invoque même pas un des motifs qu'on avance habituellement dans les cas de règlement de comptes bureaucratique, est venue confirmer que la direction nationale de l'UNEF avait totalement basculé dans un sens opposé à celui du mouvement étudiant.

L'alternative que posait le texte *Agir...* entre un deuxième renouveau et la disparition de l'UNEF en tant que syndicat étudiant est donc désormais tranchée, et ce que nous en disions alors ne serait aujourd'hui que vaine dénégation.

Cette situation nous ramène à la question: que faire au 79e congrès ?

Nous avons, patiemment, construit à Paris IV un syndicat étudiant dont nous avons toutes les raisons d'être fiers. Sa situation contraste avec celle de l'Union nationale. L'erreur à ne pas commettre serait de nous en satisfaire, et de nous désintéresser de ce qui se passe au niveau national. Le mouvement étudiant a, répétons le, besoin d'un syndicat national. Nous n'abolirons pas le salariat, ni même la réforme Bayrou et le rapport Attali dans notre fac. Nous voyons bien que les conseils de Paris IV, dont notre victoire (historique) nous a ouvert grand les portes, ne peuvent être que les gestionnaires navrés d'une faillite de l'Université publique voulue et organisée par le pouvoir.

Face à la déshérence de l'Union nationale, il y a deux solutions évidentes, qui l'une et l'autre ont été évoquées, à mot couverts, à Limoges: la scission ou la fraction, soit créer une nouvelle union, soit s'organiser de façon à prendre à terme la direction de l'UNEF. Aucune ne paraît actuellement satisfaisante, pour les raisons développées dans *Agir...*: nous avons pu construire des syndicats forts localement, nous n'avons pas les moyens d'assumer la direction d'une fédération

nationale de ces syndicats, qu'elle soit l'UNEF reconquise ou une troisième UNEF. La raison en est simple, et il est inutile de tourner autour: on n'a jamais vu, en trente ans, et on ne verra pas de sitôt, une organisation étudiante qui ne s'appuie pas sur un soutien politique de poids (en gros, un parti ou une tendance représentés à l'Assemblée nationale). Le problème de fond est la crise de l'offre politique: tant qu'il n'est pas résolu, nous ne pouvons envisager que du bricolage en termes de syndicalisme étudiant, mais ce bricolage est indispensable.

C'est pourquoi la solution semble plus que jamais dans le réseau que nous envisagions, notion que nous avons approfondie à Limoges. Il est clair que cette solution n'est pas satisfaisante en soi, et que parmi ceux qui y adhèreraient, certains y verraient le support de la fraction, d'autres l'embryon de la scission. Cela doit être assumé. Nous ne savons pas, quant à nous, où nous allons en formant un tel réseau: les événements trancheront en disant qui avait tort, qui avait raison. Mais nous pouvons tous être d'accord pour y voir ce qu'il faut faire ici et maintenant.

Vis-à-vis de l'UNEF Pailleron, nous arriverons sans doute à ce que nous avons déjà appelé l'autarcie: ne pas officialiser une scission qui nous ferait du tort localement, mais ne pas insister pour participer à une direction nationale qui tourne le dos au mouvement étudiant. Là encore, les événements jugeront, et nous verrons si cette dérive était conjoncturelle, ce qui permettrait notre retour, ou définitive.

Cela laisse entière la question du congrès. Une solution simple et économique serait bien sûr le boycott. Elle n'est pas satisfaisante. Il faut saisir cette (dernière ?) occasion de dire ce que nous avons à dire. Pas à une direction qui l'a déjà souvent entendu, mais à l'ensemble des AGE qui y seront présentes.

Nous devons prendre ce congrès comme une occasion de propagande. Il est clair que nous n'avons aucune chance d'y imposer une direction alternative. Il est également clair désormais que nous n'y obtiendrons pas d'inflexion significative du texte d'orientation et, surtout, que toute inflexion obtenue sans changement de la direction chargée de l'appliquer serait une autre façon de nous faire avoir.

Les arguments que nous y avancerons pourront en revanche contribuer à faire basculer dans la lutte, non contre la direction nationale qui n'est pas un adversaire (au pis, un obstacle), mais contre Allègre, la réforme Bayrou et le rapport Attali, contre le pouvoir qui depuis trente ans travaille à détruire l'Université publique et est en train d'y parvenir, des AGE ou, à l'intérieur des AGE figées, des délégués.

C'est pourquoi je crois que nous devons aller au congrès avec une délégation la plus nombreuse possible (l'état de la trésorerie décidera), appuyée sur un texte d'orientation local alternatif à la sous-merde qu'on nous propose.

Nous devons tout faire pour approfondir le dialogue avec les AGE qui partagent nos vues. Ils nous faut aussi agir pour empêcher toute cristallisation du congrès sur de vieilles lunes (démocratie et droit de tendance dans l'UNEF, allocation d'études pour tous, unité syndicale) sans utilité dans l'état actuel du mouvement étudiant et qui renverraient chacun à de vieux réflexes et des raisonnements en termes d'étiquettes, au lieu de permettre le rassemblement de tous ceux qui veulent lutter contre la casse de l'Université publique.

Emmanuel Lyasse.